



CHAPITRE 47

Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités

[Sanctionnée le 29 mars 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1971, c.
53, a. 5,
mod.

1. L'article 5 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (1971, chapitre 53), est modifié:

a) en remplaçant le sous-paragraphe *k* du paragraphe 2 par le suivant:

« *k*) fixer la date de la première élection générale laquelle doit être conduite à tous égards, sous réserve de sa date s'il y a lieu, comme toute élection générale prévue par la loi qui régira la nouvelle municipalité; les élections générales subséquentes ont lieu tous les deux, trois ou quatre ans, selon qu'il s'agit d'une municipalité de campagne ou de ville, à la date fixée par la loi qui régit la nouvelle municipalité; »;

b) en insérant, après le paragraphe *k*, le suivant:

« *l*) énoncer les autres conditions de la fusion. »

Id., a.
21, remp.

2. L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Date
antérieure
pour pre-
mière
élection.

« **21.** 1. Sur rapport de la Commission qu'il est nécessaire, pour la bonne administration des affaires d'une municipalité, que la première élection générale soit tenue plus tôt qu'à la date fixée dans les lettres patentes et que la municipalité soit assujettie au contrôle de la Commission, le lieutenant-gouverneur en conseil

CHAPTER 47

An Act to amend the Act to promote the regroupment of municipalities

[Assented to 29th March 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Act to promote the regroupment of municipalities (1971, chapter 53), is amended:

(a) by replacing paragraph *k* of subsection 2 by the following:

“(k) fix the date of the first general election, which must be conducted in every respect, excepting the date if need be, as any general election provided for in the act governing the new municipality; subsequent general elections shall be held every two, three or four years, according to whether the municipality concerned is a country or a town municipality, on the date fixed by the act governing the new municipality;”;

(b) by inserting after paragraph *k* the following:

“(l) state the other conditions of amalgamation.”

2. Section 21 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 21,
replaced.

“**21.** (1) On a report by the Commission that it is necessary for the proper administration of the affairs of a municipality that the first general election be held earlier than the date fixed in the letters patent and that the municipality be subject to the control of the Commission, the Lieutenant-Governor in Council

Earlier
date for
general
election.

peut décréter que cette première élection générale devra être tenue à la date antérieure qu'il fixe et que la municipalité soit assujettie au contrôle de la Commission.

Publication et dispositions applicables.

2. L'arrêté en conseil prévu au paragraphe 1 est publié dans la *Gazette officielle du Québec* par les soins du ministre. À compter de la date de cette publication, la municipalité dont il s'agit devient assujettie au contrôle de la Commission et les dispositions de la section VI de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170) applicables aux municipalités s'appliquent *mutatis mutandis* à cette municipalité.

Approbation des procédés.

3. Tous les procédés du conseil de la municipalité dont il s'agit entre la date de l'arrêté en conseil prévu au paragraphe 1 et la date de la publication prévue au paragraphe 2 requièrent l'approbation de la Commission. »

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

may order that such first general election be held at the earlier date he fixes and that the municipality be subject to the control of the Commission.

(2) The order in council provided for in subsection 1 shall be published in the *Québec Official Gazette* through the offices of the Minister. From the date of such publication, the municipality concerned becomes subject to the control of the Commission and the provisions of Division VI of the Québec Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170) applicable to municipalities apply *mutatis mutandis* to that municipality.

Publication and provisions to apply.

(3) All proceedings of the council of the municipality concerned between the date of the order in council provided for in subsection 1 and the date of publication provided for in subsection 2 require the approval of the Commission."

Approval of proceedings.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.